

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 61

Mercredi 5 mai 1976

Prix : 1 F

ÉDITORIAL

Il faut imposer l'application des lois sociales et il faut regarder au-delà !

LES syndicats ont mis en avant pour la grève la revendication de l'application des lois sociales en vigueur en France. En particulier, ils réclament que les lois sur le chômage soient appliquées.

Il va de soi que les travailleurs des soi-disants DOM doivent bénéficier des quelques avantages de la législation sociale en vigueur en France. Et ces revendications, il faut les imposer. Tous les travailleurs doivent se battre pour les imposer !

Mais pour lutter pour ces revendications, la classe ouvrière doit imposer à la bourgeoisie et à l'Etat un certain rapport de force. Ce qui n'est possible que par une puissante organisation de toute la classe ouvrière.

Cela veut dire que dans chaque entreprise, les travailleurs devront être organisés pour imposer leur volonté aux patrons. Ils pourront en étant organisés, refuser d'être les victimes de la crise qui se prépare.

Cette organisation, les travailleurs ont la possibilité de la mettre sur pied pendant les grèves qui se déroulent actuellement. Et dans cette voie-là, la mise sur pied de comités de grève élus et contrôlés par les travailleurs peut être un pas important. Il faut mettre à profit le moment présent. Il faut discuter et convaincre ceux qui ne sont pas acquis à cette idée ou n'en voient pas la nécessité. En particulier, les militants des organisations qui se réclament de la classe ouvrière doivent prendre conscience de cette nécessité et la défendre devant les travailleurs.

Il est indispensable que ce premier pas vers l'organisation soit franchi dans les grèves, car il est la condition du succès de la grève ne serait-ce que sur le plan des revendications immédiates. Mais, de plus, il permettra de placer la classe ouvrière dans une position qui lui ouvrira plus tard des possibilités considérables, pour faire face à la crise qui vient.

Bien sûr, si on veut combattre le chômage et faire face aux conséquences de la crise, il faudra davantage que l'application de la législation sociale de France. En France aussi, il y a plus d'un million de chômeurs.

Il faut la répartition du travail entre tous par la suppression des heures supplémentaires et la diminution des heures de travail sans diminution de salaire.

Face aux licenciements, il faut mettre en avant le contrôle des travailleurs sur l'embauche et le licenciement dans toutes les entreprises. Pour créer des emplois, l'ouverture de grands travaux utiles à la collectivité (amélioration de l'habitat, construction de routes, adduction d'eau, irrigation et assainissement, construction d'écoles, etc.).

Sur le plan des salaires, devant les graves menaces qui pèsent sur le niveau de vie des travailleurs du fait du rebondissement de la crise monétaire, crise qui se traduit par l'instabilité des monnaies et du franc en particulier, les travailleurs doivent mettre en avant la revendication de l'échelle mobile des salaires.

Mais il faut gagner en premier lieu la bataille engagée. Il faut que toutes les lois favorables aux travailleurs, applicables en France, soient également applicables en Martinique et en Guadeloupe.

EN MARTINIQUE



Une des manifestations qui se sont déroulées fin avril à Fort-de-France.

Succès des journées de grève générale

LA grève du 27 avril fut une réussite. Presque tous les secteurs furent touchés. Et c'est bien 5.000 travailleurs qui défilèrent au coude à coude dans les rues de Fort-de-France. L'ampleur de cette grève qui, au départ, ne devait être qu'un mouvement de 24 heures, fut telle, qu'à l'heure où nous écrivons, certains secteurs continuent la grève. Car sous la poussée des éléments les plus combattifs, les syndicats ont été obligés de déclarer la grève illimitée.

Le lendemain mercredi, le mouvement avait un peu perdu de sa force. Certains secteurs importants (les Docks, la Sécurité sociale...) qui étaient en grève la veille avaient repris le travail, tandis que d'autres qui n'y étaient pas rejoignaient le mouvement. C'est ainsi que la SPDEM commençait à compter de ce jour une grève de 48 heures.

La police est intervenue avec violence contre les manifestants au niveau de l'Unimag.

Le jeudi, la grève tenait toujours bien dans de nombreuses entreprises. Les discussions sur la nécessité de l'organiser allaient bon train. Les travailleurs les plus conscients défendaient l'idée que tous les secteurs qui ne l'avaient pas encore fait, se réunissent en assemblée générale pour élire leur comité de grève et désigner quelques-uns de leurs camarades pour former le comité central de grève. Une telle

idée rencontrait l'approbation des travailleurs. Et ce jour-là, on a pu assister à un plus grand nombre d'assemblées générales que les jours précédents. C'est la preuve que les travailleurs éprouvaient réellement la nécessité de se réunir pour discuter de leurs problèmes et s'organiser plutôt que d'aller manifester incessamment dans les rues de Fort-de-France. Mais les dirigeants syndicaux n'étaient point de cet avis. C'est pourquoi ils ont tenté de briser les réunions qui se tenaient en appelant brusquement les travailleurs à venir manifester. Une partie des travailleurs les ont suivis tandis que d'autres, ceux de l'hôtellerie par exemple ont préféré rester à la maison des syndicats tenir leur assemblée générale et élire leur comité de grève. Au début de l'après-midi, une équipe de débauchage s'est rendue à la Sécurité sociale, à l'heure de la reprise du travail pour discuter avec les travailleurs de ce secteur. C'est ainsi que les employés de la Sécurité sociale ont rejoint à nouveau le mouvement, mais après des hésitations ont repris le travail !

Le vendredi, la grève avait diminué considérablement. De rares secteurs restaient toujours en grève (le Bâtiment, la SIMAG, une partie des garages qui avaient été débauchés et les municipaux. Dans le commerce, la plupart des grandes surfaces avaient ouvert leurs portes sous la protection des gardes mobiles. Mais certains travailleurs, ceux de

Prisunic-Cluny, refusèrent de travailler sous la surveillance des forces de répression et cessèrent le travail.

Ce 4 mai vient de se dérouler une seconde journée de grève générale avec les fonctionnaires, en grève pour 24 heures, ceux de la SPEDEM qui ont prévu une grève illimitée pour leurs propres revendications, et bien sûr les ouvriers du Bâtiment. Plus de 8.000 travailleurs ont manifesté autour de la préfecture formant un cortège très dynamique.

Cette journée de grève va-t-elle faire redémarrer un mouvement qui se généralisera ? Il est difficile de le dire.

Cela d'autant plus que le ministre des DOM vient d'annoncer des « mesures ». Il s'agit de quelques miettes, des « crédits » par-ci, par-là pour venir en aide, paraît-il, aux patrons du Bâtiment. Il semble aussi que certaine forme d'aide sera versée aux chômeurs, que des mesures seraient prises pour que l'allocation-logement soit payée aux Antilles.

Mais tout cela ne répond pas à l'inquiétude des travailleurs et ne sont que des brouillies.

Mais il n'est pas impossible que les syndicats l'acceptent et finalement poussent les travailleurs du Bâtiment à reprendre le travail sur ces vagues promesses dont on a déjà vu que le plus souvent elles n'étaient pas appliquées.

Guadeloupe

Les associations de consommateurs : organes d'information, mais non de lutte

LES associations des consommateurs qui existent en Martinique depuis 1970 et en Guadeloupe depuis 1975 ont fait quelque peu parler d'elles ces temps derniers. En particulier, elles ont organisé à la Maison des jeunes du Raizet, en Guadeloupe, le premier salon des consommateurs qui s'est tenu du 24 avril au 2 mai.

Ce type d'association existe déjà dans de nombreux pays, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis, où d'ailleurs les premières expériences ont été faites.

Le but que se fixent ces regroupements est d'informer les consommateurs de leurs droits, afin de les aider à choisir avec discernement parmi les produits proposés, ceux qui ont le « rapport prix, qualité, quantité », le plus favorable.

Elles se proposent de signaler par l'intermédiaire de revues ou autres moyens d'information, les abus de certaines publicités fallacieuses, ou autres moyens par lesquels les entreprises commerciales « obligent » pratiquement les clients à acheter leurs produits.

Le fait de sensibiliser la population sur ces procédés, lui apprendre à être méfiante est assurément une bonne chose. Et face au « matraquage » publicitaire auquel les consommateurs sont soumis dans tous les domaines, il est nécessaire que l'information soit assurée par ces associations de consommateurs.

Mais les problèmes que rencontrent les consommateurs, ce sont ceux de la production anarchique, de la qualité médiocre, ceux de la hausse infernale des prix. Et ces problèmes sont inhé-

rents au système capitaliste dont le seul mobile de fonctionnement est le profit d'une extrême minorité de possédants.

C'est pourquoi une réelle défense des consommateurs ne pourra s'inscrire que dans le cadre de la lutte contre le système capitaliste.

Alors une organisation active de la population, d'un bout à l'autre de la chaîne de production est nécessaire. Car les capitalistes ont à leur disposition toutes sortes de méthodes pour justifier

leur politique en matière de prix.

Et si les travailleurs doivent se méfier de la production capitaliste, il faudra aussi qu'ils se donnent les moyens pour se défendre contre les trusts et les grandes chaînes de production. Il faudra qu'ils s'organisent en comités de surveillance des prix dans les quartiers, et qu'ainsi avec la participation des femmes sans emploi et de larges couches de la population ils contrôlent, dénoncent mais aussi prennent des mesures contre tous ces abus.

Martinique

Les travailleurs de l'électricité en lutte

Après avoir observé une grève de 48 heures à partir du 28 avril, les travailleurs de la SPDEM ont

repris le travail, mais dès le 4 mai, ils vont déclencher une grève « non limitée » pour obliger le

gouvernement à satisfaire à leurs revendications. Ces travailleurs réclament :

— une amélioration de leurs conditions de travail,

— l'embauche de personnel nouveau, car disent-ils : « l'augmentation des effectifs est une nécessité urgente à satisfaire pour :

— améliorer la qualité du service public,

— améliorer les dures conditions de travail,

— résoudre les graves problèmes de chômage dans notre pays ».

Et comme solution aux problèmes de l'emploi, ces travailleurs réclament la diminution des heures de travail sans diminution de salaire. D'autre part, les travailleurs de la SPDEM exigent « la revalorisation des salaires pour compenser la hausse incessante du coût de la vie ».

En plus de ces revendications, ces travailleurs refusent de faire les frais de la nationalisation de cette société, nationalisation qui met en question certains de leurs acquis, arrachés de haute lutte.

Les travailleurs de la SPDEM ont raison de lutter. Car la lutte est le seul langage que comprend le gouvernement.

Liberté pour Desmond Trotter

● Desmond Trotter, le jeune militant nationaliste dominicain croupit encore dans les geôles du gouvernement de Patrick John. La protestation internationale a déjà obligé Patrick John à reculer en grâce Desmond Trotter. Cependant, elle doit se poursuivre et s'accroître, car les « preuves » selon lesquelles Desmond Trotter aurait assassiné un touriste américain sont inexistantes. Le seul « témoin » Caméla Francis s'est rétracté, une fois de retour dans son pays, sa déposition lui avait été imposée par la police dominicaine.

Patrick John tente donc arbitrairement de retenir en prison un opposant politique. Nous pouvons l'en empêcher à condition de poursuivre la campagne de solidarité avec Desmond Trotter, en participant partout aux actions proposées par les comités Desmond Trotter.

1^{er} mai aux Antilles

● A Fort-de-France : environ 2.000 manifestants partirent de la Maison des Syndicats vers 14 heures aux cris de :

« A bas le pouvoir colonial ».
« Nou ka mandé travail, yo kan ban nou boutou. »

● A Pointe-à-Pitre : il y eut deux défilés distincts comme l'an passé.

L'un organisé par l'UGTG auquel s'étaient joints le MRJC, la JOC et le syndicat étudiant.

L'autre, à l'appel de la CGTG, de la FEN et du SNADJI, auquel participèrent le PCG, l'USG, le GRS et Combat Ouvrier.

Dans ce dernier défilé, bien

plus dynamique que l'an passé, des mots d'ordre tels que : « liberté pour les Antilles », « Du travail sur place » ont été repris.

Les organisateurs de la première manifestation, eux, ont appelé à dénoncer globalement les politiciens alors que leur manifestation se voulait apolitique.

En tout cas, ce 1^{er} mai, l'ampleur et le dynamisme des manifestations en Guadeloupe et en Martinique ont donc montré combien les travailleurs des Antilles en ont assez de subir la situation catastrophique que connaissent nos pays ; ils ont par là même affirmé leur volonté de lutte.

Dans l'émigration

A PARIS :

SUCCES DU 2^e GALA DE COMBAT OUVRIER



● C'est dans une ambiance chaleureuse et fraternelle que s'est tenu, le 30 avril dernier, le second gala parisien de Combat Ouvrier.

La présence de quelques six cents participants principalement des travailleurs des hôpitaux et des PTT, témoignait de l'intérêt et de la sympathie qu'ils portent aux idées et au programme communistes révolutionnaires. Ce gala leur a permis tout en faisant un geste politique d'apprécier, par ailleurs, les nombreux artistes — tous bénévoles — qui animèrent la soirée : Guadafolk, Voltage 8 (Groska et ballets), Sam (chanteur antillais), Hems Duplan (chanteur haïtien), claquetistes, troupe du Théâtre noir... sans oublier bien sûr le dynamique orchestre guyanais Tumu Tumac.

Une soirée bien sympathique. Rendez-vous l'an prochain.

CONTRE LA RÉPRESSION ENVERS LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS :

Solidarité de tous les travailleurs

Depuis plus d'un an, les travailleurs immigrés logeant dans les foyers de la SONACOTRA sont en lutte.

Regroupés dans un comité de coordination comptant la grande majorité des foyers de la région parisienne (47 foyers, près de 12.000 résidents), ils exigent :

— l'abolition du règlement intérieur,

— une réduction de 50 % sur les loyers exorbitants alors que les foyers de la SONACOTRA sont construits avec les allocations familiales des immigrés,

— la liberté d'expression et de réunion dans les foyers,

— la liberté de visite 24 heures sur 24,

— l'amélioration des conditions d'hygiène,

— le renvoi des directeurs racistes des foyers,

— le non-paiement des arriérés,

— la reconnaissance officielle de la coordination par la SONACOTRA.

ce dans les foyers s'est soldée par l'arrestation puis l'expulsion vers leur pays d'origine d'une quinzaine de délégués, des grévistes.

Depuis, les tracasseries policières se sont multipliées. En choisissant d'intervenir aussi brutalement aux côtés de la SONACOTRA, le gouvernement français

espère peut-être intimider les immigrés en lutte.

Mais la répression a eu un effet contraire à celui qu'elle recherchait. Elle a renforcé la détermination et la fermeté des grévistes. Ils ont raison, seule la lutte paie. Ils doivent avoir le soutien de tous les travailleurs.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZOROR
Adresser
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-À-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS

Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ETRANGER : écrire au journal.

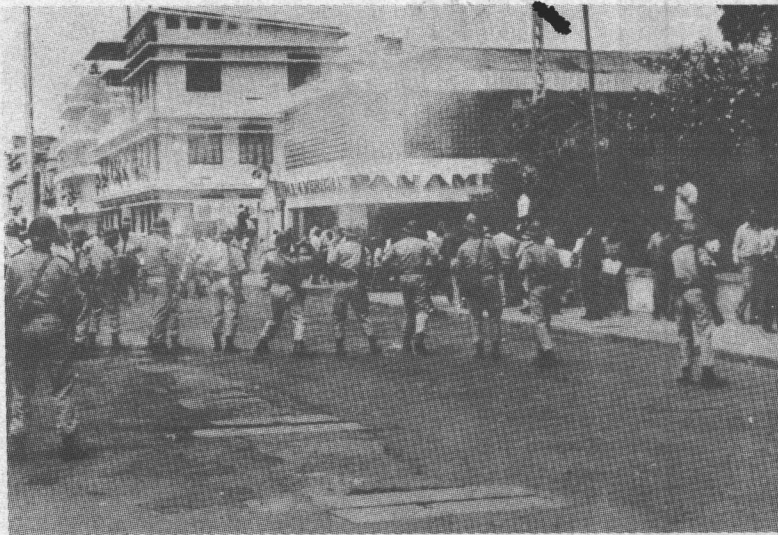
Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC
CCP 32 506-71 La Source

A BAS LE COLONIALISME !

En Martinique

Noirot-Cosson : les promesses et... la matraque



DEVANT la mobilisation des travailleurs martiniquais, le colonialisme français a fait tomber le masque de la « déparlementalisation économique » derrière lequel il s'abritait, pour apparaître sans fard sous son vrai visage : celui de la violence et de la répression. Toutes les belles paroles sur la mère-patrie, le progrès et la démocratie dont aime à se gargariser les Giscard, Stirn et autres Noirot-Cosson (actuellement préfet en Martinique), en espérant encore tromper les populations des Antilles, se sont envolées comme fumée au vent pour laisser la place à ce qui constitue le fondement du colo-

nialisme : les matraques et les fusils.

C'est ainsi qu'on a pu voir la police agresser avec brutalité des manifestants le mercredi 28 avril et blesser trois personnes à coups de matraque et de grenades lacrymogènes. C'est ainsi que les cars de police et les gendarmes stationnent devant les principaux magasins de Fort-de-France pour empêcher leur fermeture par les grévistes, prêts à faire le coup de force contre ceux-ci. C'est ainsi que la préfecture est transformée en camp retranché avec une dizaine de camions militaires remplis de gardes mobi-

les pour y monter la garde, et qu'au moindre signe de manifestation des cordons de flics en barrent tous les accès. De nombreuses troupes spéciales de répression comme les légionnaires ont été envoyées d'urgence de France et un bâtiment de la marine de guerre est venu mouiller dans la rade de Fort-de-France.

Comme à chaque fois que la classe ouvrière se mobilise, le pouvoir colonial se met sur le pied de guerre. Il fourbit ses armes, prépare ses fusils et ses mitrailleuses, poste ses mercenaires aux endroits stratégiques, tient ses troupes en alerte, prêt

à tout moment à faire entrer en action sa formidable machine à tuer les travailleurs. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Au moment où les travailleurs lèvent la tête et disent qu'ils ne veulent pas subir plus longtemps chômage, misère, licenciements, le colonialisme ne se paie plus de mots : il sort ses canons.

Pour protéger les intérêts des capitalistes, le colonialisme est prêt à faire des milliers de victimes dans les rangs des travailleurs, des milliers de Nouvet, d'Ilmany ou de Marie-Louise. Il ne recule pas devant les bains de sang car c'est par cette ré-

pression sanglante qu'il maintient sa domination sur les peuples des Antilles ou d'ailleurs.

Aussi n'est-il pas étonnant que dans la lutte actuelle des travailleurs martiniquais le préfet Noirot-Cosson, représentant de ce pouvoir colonial, soit beaucoup plus rapide et compétent pour organiser la répression que pour trouver une solution aux revendications des grévistes car son véritable rôle c'est justement de savoir utiliser les meilleurs moyens pour maintenir la classe ouvrière sous le joug de l'exploitation féroce des capitalistes français.

La presse bourgeoise contre les travailleurs

COMME une meute de chiens prêts à la curée, les plumitifs de la presse réactionnaire dressés à traquer l'ouvrier, et plus encore l'ouvrier gréviste, ont lancé leur concert habituel de hurlements, de cris hystériques et d'appels hargneux. Et dans cette sale besogne **France-Antilles** a été fidèlement secondé par **Inter-Antilles** qui, pour l'occasion, s'est débarrassé sans pudeur de la légère teinte de contestation qu'il affectait parfois de prendre. Aussi a-t-on assisté à un remarquable chœur à deux voix qui se sont accordées pour

déblatérer à l'unisson contre les travailleurs.

Si **Inter-Antilles** parle de « grève dictatoriale » et publie sous la signature d'un certain Isidore Adelaïde un violent réquisitoire contre les grévistes, **France-Antilles** n'est bien sûr pas en reste. Car ce journal, organe du pouvoir colonial, imprime quotidiennement ses mensonges sur plusieurs colonnes. Par exemple, l'agression sauvage de la police contre les manifestants le 28 est présentée comme une riposte de pacifiques « gardiens de la paix » à l'attaque des grévistes ; la ma-

traque policière ou la grenade lacrymogène qui a blessé une femme se transforme, dans ses articles, en bouteille lancée par un manifestant.

Les manifestants eux-mêmes sont des « excités », des « irréductibles », des « éléments marginaux par rapport aux syndicats », « inorganisés et incontrôlés », des « trublions » ou autres éléments « violents et virulents » qui s'organisent en « commandos » pour faire régner la terreur parmi les non-grévistes.

Puis, après avoir ainsi tenté de semer la panique, **France-Antil-**

les, suivi de près par **Inter-Antilles**, entame un autre registre : « Heureusement, ces fauteurs de trouble qui veulent imposer leur dictature sont minoritaires et peu suivis par le reste des travailleurs ». Et **Inter-Antilles** de titrer le 30 avril : « C'est fini. Ouf », alors que la grève continue dans le Bâtiment, à la Simag, dans certains secteurs du commerce, que les fonctionnaires et l'EDF annoncent leur participation pour le 4 mai, que les hospitaliers sont prêts à reprendre le mouvement et que toute la classe ouvrière est à l'écoute des appels des syndicats à entrer en lutte. **France-**

Antilles, quant à lui, parle d'« essoufflement », de « lassitude de la base », d'« échec total » des appels des grévistes à la solidarité des autres travailleurs.

Cette presse payée par les patrons et le pouvoir colonial joue à merveille le rôle qui lui est assigné : tronquer l'information, maquiller les faits, ne reculer devant aucun mensonge, aucune calomnie, aucun bas procédé pour servir ses maîtres. Ceci en tentant de discréditer les luttes des travailleurs aux yeux de l'opinion publique, et en appelant ouvertement à la répression contre eux.

IL Y A NEUF ANS, EN GUADELOUPE

UN MASSACRE DONT LE COLONIALISME RENDRA COMPTE UN JOUR

(26-27 mai 1967)

Pour avoir manifesté leur mécontentement face à l'intransigeance patronale, les travailleurs du Bâtiment en grève se sont, à Pointe-à-Pitre le 26 mai 1967, heurtés aux forces de répression coloniale. Celles-ci se sont, pendant deux jours et deux nuits, signalées par une brutalité et une sauvagerie sans bornes, héritées des pires périodes des guerres coloniales. Aujourd'hui encore, le sou-

venir de ces journées où des travailleurs, des jeunes sont tombés, victimes des balles meurtrières de la soldatesque coloniale tirant à vue sans sommation, demeure vivace

La bourgeoisie coloniale et le patronat, un instant affolés devant la montée de la colère populaire, se sont empressés d'accorder 2 % d'augmentation de salaire aux grévistes. Mais la répression ne tarda

pas à s'abattre dans le camp des grévistes et parmi ceux qui s'en sont montrés solidaires.

En assassinant à Pointe-à-Pitre en mai 1967, le colonialisme français ajoutait un épisode de plus à la longue liste de massacres dont il s'est rendu coupable parmi les peuples qu'il a opprimés. Mais de tous ces crimes, le colonialisme rendra compte un jour.

JACQUELINE MANICOM EST MORTE



Jacqueline Manicom est décédée. Née en Guadeloupe, elle s'est très tôt intéressée à la condition de ceux qui sont les victi-

mes du capitalisme exploiteur et notamment à la condition de la femme.

C'est ce qui la conduisit à contribuer à la création en Guadeloupe d'un centre de planning familial, puis à animer en France le mouvement féministe « Choisir ». C'est également ce qui se fit jour dans les deux ouvrages qu'elle écrivit et qui la firent connaître : « Mon examen de blanc » et « La graine ».

Par ses idées, par ses choix, Jacqueline Manicom a ainsi montré que sa sympathie allait aux opprimés. L'administration coloniale ne s'y est d'ailleurs point trompée qui censura une émission sur la condition des vieux travailleurs, qu'elle devait animer en compagnie de son mari, et qui avait été programmée à la télévision guadeloupéenne.

— EN EUROPE MÉRIDIONALE —

ITALIE

Le PCI, un champion de l'ordre bourgeois

LE gouvernement démocrate chrétien d'Aldo Moro a finalement démissionné, déclinant l'offre du Parti Communiste Italien (PCI) qui, par tous les moyens tentait d'assurer son maintien. Ce gouvernement moribond, éblouissant par de nombreux scandales, n'était plus capable de faire face, dans ce contexte de crise économique, aux luttes ouvrières et aux actes de violence qui ne cessent de se multiplier.

Le président Leone, samedi 1^{er} mai, a prononcé la dissolution des deux chambres (parlement et sénat). Des élections anticipées sont prévues pour le mois de juin.

Devant la crise politique qui atteint son paroxysme, la bourgeoisie italienne optera-t-elle enfin pour l'intégration du PCI à l'appareil d'Etat aux prochaines élections ? Et à supposer même

qu'elle le fasse, l'impérialisme américain l'accepterait-il, allant à l'encontre des propos ouvertement menaçants tenus par Kissinger contre toute participation au gouvernement des partis communistes occidentaux ?

C'est en tout cas l'un des choix que peut opérer la bourgeoisie italienne, celui d'appeler le PCI à la gestion du pays, et ce, pour parer à la riposte ouvrière contre la crise et le chômage.

En effet, la Démocratie-Chrétienne qui, depuis la fin de la guerre, était le parti gouvernemental, s'est révélée inapte à entreprendre, à imposer une politique ouvertement anti-ouvrière. De plus, les scandales, la corruption qui ont été le lot du dernier gouvernement ont achevé de le discréditer.

A supposer donc que le PCI soit appelé au gouvernement,

quelles perspectives ce parti, qui se dit encore communiste, peut-il offrir à la classe ouvrière ? Aucune, si ce n'est des illusions. En réalité, le PCI se distingue de moins en moins des partis bourgeois traditionnels. La proximité des élections et l'espoir d'être appelé au gouvernement l'ont conduit à abandonner toute allusion au programme communiste. Le PCI a tenu à réaffirmer son attachement à la société libérale et surtout sa volonté de ne la modifier en rien.

Tels sont les partis communistes actuels : lorsque leurs possibilités de participer au gouvernement se précisent ils apparaissent ouvertement comme des partis responsables de l'ordre bourgeois. Les travailleurs n'ont donc rien à en attendre. Et il est indispensable que la classe ouvrière se donne d'autres organisations véritablement révolutionnaires, véritablement communistes.

PORTUGAL

Il faut à la classe ouvrière sa propre politique

LES élections législatives au Portugal se sont traduites par un glissement à droite. Ce glissement n'est toutefois pas très important et les partis qui se réclament de la classe ouvrière ont encore la majorité. Mais ces résultats posent le problème du gouvernement. En effet, malgré une majorité de gauche aux élections, le Parti Socialiste (PS) refuse de former le gouvernement avec le Parti Communiste. Le PS tient en effet à ne pas déplaire à la bourgeoisie. Cela annonce, sinon une crise gouvernementale, du moins une succession de combinaisons entre partis destinées à former un gouvernement stable. Ainsi, tout en votant à gauche, la classe ouvrière risque de se retrouver avec un gouvernement socialo-centriste ou un gouvernement de droite.

Finalement, c'est à un régime du même type que la quatrième république en France, régime où les partis se disputent la prépondérance au parlement que les événements qui ont suivi la chute de la dictature au Portugal auront conduit. Si un tel régime s'avère non viable en raison des

oppositions de partis ou du manque de responsabilité du personnel politique de la bourgeoisie, cette dernière a, de toute façon, la possibilité, prévue dans la constitution, de renforcer les aspects présidentiels ou bonapartistes du régime. La Constitution accorde, en effet, au président des pouvoirs importants. De plus, il y a de fortes chances que ce président soit un militaire, ce qui lui donnera des pouvoirs supplémentaires par rapport à des partis divisés.

Il est encore trop tôt pour affirmer que la bourgeoisie a réussi la transition d'une dictature à un régime parlementaire stable. Pour l'instant, cette hypothèse semble se confirmer. Et surtout, la bourgeoisie ne manque pas de solution de rechange. Il lui reste toujours, pour le cas où le régime bonapartiste apparaîtrait insuffisant, l'ultime recours à un régime ouvertement de droite ou même d'extrême-droite.

Mais pour la classe ouvrière, la question reste entière : sera-t-elle capable de s'engager sur la voie d'une politique qui lui soit propre, face à la bourgeoisie ?

FRANCE

Agret-Goldman : une justice de classe



Pierre Goldman

LES chroniques judiciaires des quotidiens français sont ces jours-ci tout entières consacrées à deux affaires, distinctes certes, mais qui toutes deux sont significatives du fonc-



Une manifestation de soutien à Agret à Paris.

tionnement de la justice bourgeoise.

Roland Agret, condamné en 1973 à quinze ans pour un meurtre qu'il dit n'avoir pas commis voit aujourd'hui s'enclencher le

processus de révision de son procès.

Pierre Goldman, accusé d'un double meurtre, a été condamné à la prison à vie. Il a constamment nié l'auteur de ce for-

fait. A l'heure où ces lignes sont écrites, une cour d'assises statue à nouveau sur son cas.

Pour l'un comme pour l'autre, la justice s'est, lors des premiers procès, selon toute vraisemblance, prononcée hâtivement. Aujourd'hui, plus spécialement dans l'affaire Goldman, les témoignages à charge vagues, fantaisistes, inconsistants, voire contradictoires, ajoutés aux manipulations policières attestent de la désinvolture avec laquelle le prévenu avait été jugé.

Agret et Goldman clament leur innocence, le doute plane sur leur culpabilité ; et si leurs cas respectifs font aujourd'hui l'objet d'un nouvel examen, l'un le doit à son immense courage physique, l'autre à la publicité qui a pu se faire autour de lui. C'est parce que Agret et Goldman se sont battus que la justice s'est remise en marche.

Cette justice — expéditive pour les plus démunis — est particu-

lièrement attentive à tout ce qui peut atténuer la responsabilité du prévenu, ou l'innocenter lorsque celui-ci appartient au monde des nantis. Oui, ces derniers sont considérés comme innocents tant que leur culpabilité n'a pas été prouvée et leur liberté est préservée tant que cela est possible. Et à cette fin, les compétences les plus grandes, les moindres ressources de l'arsenal juridique sont utilisées.

Goldman, mais surtout Agret, ne font pas partie de ceux pour qui la justice a tant de considération. Ils n'en ont pas les moyens.

Tant il est vrai que dans cette société de classes, la justice est au service des riches.

DERNIERE HEURE

Les jurés d'Amiens ont déclaré Goldman non-coupable pour les meurtres du boulevard Richard-Lenoir, à Paris.

KISSINGER ET LA POLITIQUE AMÉRICAINE EN AFRIQUE

L'accession à l'indépendance du Mozambique et de l'Angola illustre la situation d'instabilité vers laquelle évolue l'Afrique. Cette situation inquiète l'impérialisme américain, car l'Afrique est en passe de devenir un terrain de choix pour la rivalité entre grandes puissances. D'où un intérêt croissant des Etats-Unis à l'égard de l'Afrique, intérêt illustré par

le voyage diplomatique de Kissinger sur ce continent.

Auparavant, la diplomatie américaine, pour assurer sa mainmise sur la région, s'appuyait sur les bastions blancs que sont la Rhodésie et l'Afrique du Sud, sur des régimes réactionnaires comme celui qui en Ethiopie a été renversé. Les Portugais ont

été chassés d'Afrique et la guérilla menace le gouvernement blanc de la Rhodésie.

Alors Kissinger et le gouvernement américain sont obligés de lâcher du lest. Kissinger promet une aide pour le développement de l'Angola et du Mozambique, il fait mine de découvrir qu'en Rhodésie 200.000 Blancs dirigent 5 millions de Noirs et promet que

les USA boycotteront les produits rhodésiens.

En faisant le geste de rencontrer des dirigeants de l'organisation nationaliste de Zimbabwe (Rhodésie) et en prenant un peu de distance par rapport au régime rhodésien, Kissinger a voulu plaire à l'opinion publique bourgeoise africaine. Après avoir utilisé le bâton en Angola, les USA

essaient la carotte pour consolider leur position politique et diplomatique en Afrique. La carotte suffit sans doute aux bourgeoisies africaines, mais certainement pas aux masses opprimées.

Ce sont pourtant ces masses opprimées qui sont susceptibles de remettre en cause le fragile équilibre de forces que les USA tentent de sauvegarder.